

FRANÇOIS MADORÉ (NANTES),
GÉRALD BILLARD (ROUEN), JACQUES CHEVALIER (LE MANS),
KARINE DELAFORGE (LE MANS), LOUISA PLOUCHART (RENNES II),
BENOÎT RAOULX (CAEN)

Cette contribution est l'occasion de faire le point sur l'avancement du programme de recherche "Insécurité, habitat et risque de sécession sociale dans les villes européennes et nord-américaines", programme financé par l'ACI Ville du ministère de la Recherche. Cette réflexion a été développée dans cinq contextes géographiques différents, par six chercheurs appartenant ou ayant appartenu à ESO: la France (F. Madoré et L. Plouchart), la République Tchèque avec Prague (K. Delaforge), le Sud-Ouest et le Sud-Est des États-Unis (avec respectivement G. Billard et J. Chevalier), et enfin l'Ouest du Canada avec Vancouver (B. Raoulx). Nous allons présenter à la fois l'état de la réflexion sur le sujet et les travaux empiriques engagés.

I- ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA RÉFLEXION SUR LE SUJET

La réflexion collective s'inscrit dans trois dimensions principales, que sont la question de l'enfermement résidentiel, celle de l'insécurité et de la sécurisation de l'habitat et enfin celle du séparatisme et de la sécession.

1- La question de l'enfermement résidentiel

En partant de la littérature existante (Blakely et Snyder, 1997; Frantz, 2000; Le Goix, 2001...), le premier objectif est de comprendre les fondements et la diffusion géographique des communautés fermées. Pour l'instant, c'est sur le continent américain que l'auto-enfermement résidentiel avec enclosure a suscité le plus d'études, sans doute parce que le phénomène y a connu son paroxysme. L'enfermement résidentiel, en particulier sous la forme des *gated communities*, représente en effet une dimension incontestable des nouveaux habitats dans les grandes agglomérations états-uniennes. Toutefois, même si ce phénomène a fortement progressé durant le dernier quart du XXe, il reste globalement une forme marginale d'habitat, sauf dans quelques concentrations géographiques majeures. Ce processus de fermeture des espaces résidentiels, qui a tendance à se diffuser sur tous les conti-

nents, suscite plusieurs questions, auxquelles nous tentons d'apporter des éléments de réponse:

- Que veut-on dire par enfermement résidentiel et comment s'enferme-t-on? Faut-il réserver ce concept d'enfermement aux seules *gated communities* ou d'autres formes d'habitat (les copropriétés en immeubles collectifs ou encore ceux des communautés dites "intentionnelles", comme le *cohousing* ou les écovillages) ne représentent-ils pas des formes d'enfermement? Enfin, la typologie proposée par J. Blakely et M. Snyder (communautés de style de vie/zones de sécurité) suffit-elle à décrire toutes les logiques des formes d'enfermement?

- Ce questionnement complexe doit conduire la réflexion vers une analyse des registres de la fermeture, car ceux-ci peuvent être multiples. Dans une acception minimale du concept de fermeture, deux formes semblent pouvoir être distinguées: la première relève d'une fermeture physique ou d'une enclosure de l'espace résidentiel, tandis que la seconde est plus subtile, ne se matérialisant pas sous la forme de l'enclosure, tout en assurant néanmoins une protection souvent très efficace de l'espace résidentiel. Nous soutenons donc le postulat que les *gated communities*, perçues souvent l'archétype de l'enclosure, ne constituent qu'une des formes de sécurisation résidentielle et qu'il existe quantité d'autres moyens pour s'enfermer que de dresser des murs et des portes, ce qui renvoie aux différents registres de la sécurisation des espaces résidentiels (cf. infra).

- Enfin, au-delà de cette réflexion sur les registres de la fermeture, nous nous efforçons de décrypter les logiques permettant d'interpréter l'inégale présence des communautés d'auto-enfermement. Dans quels contextes, de nature géographique ou sociétale, les promoteurs décident-ils la fermeture et quelle est la part de l'effet d'imitation dans le développement du phénomène?

2- La question de l'insécurité et de la sécurisation de l'habitat

Dans une situation globalement (mais pas nécessairement localement) insécuritaire, bien souvent l'insécurité participe à l'argumentaire justifiant l'enfermement. En

reprenant la double composante du sentiment d'insécurité révélée par F. Furstenberg au début des années soixante-dix (1971), à savoir "la peur" et "la préoccupation", nous interrogeons ce lien entre les registres de l'insécurité et les registres de la fermeture, ce qui nous amène à formuler les interrogations suivantes :

- Peut-on établir un lien de causalité entre "la peur" du délit ou du crime et le processus d'auto-enfermement résidentiel, et cette "peur" concerne-t-elle plutôt les biens ou les personnes ? Par ailleurs, cet argumentaire sécuritaire est-il le même selon que les personnes sont âgées ou appartiennent au groupe des ménages avec ou sans enfants ?

- Par ailleurs, quels sont alors les mécanismes générateurs d'inquiétudes collectives au sein des sociétés contemporaines du monde développé et susceptibles de favoriser la fermeture des espaces résidentiels ? Trois "préoccupations" doivent être privilégiées : la sensation de perte d'autonomie, l'érosion de la communauté et ce que nous pourrions dénommer "l'insécurité écologique".

- Enfin, un travail approfondi sur les registres de la sécurisation de l'habitat doit être entrepris, car il est clair que l'enclosure des espaces résidentiels, incarnée par le phénomène des *gated communities*, ne constitue qu'une des formes de la sécurisation résidentielle. En effet, certains aménagements (entrée monumentale, agencement de rue, réseau d'éclairage...), certains programmes (*neighborhood watch*, *drug free zone*, action anti-graffiti...) ou déploiements technologiques (alarmes, digicodes, caméras, radars, capteurs de mouvements) et humains (sociétés de gardiennage, concierges...) participent aussi, de manière directe ou non, à la protection du bâti résidentiel, voire à la fragmentation sociale du tissu urbain. Une analyse par exemple du *community-based policing* a permis de mieux apprécier le rôle joué par ce dispositif sur la sécurisation des espaces résidentiels aux États-Unis.

3- La question du séparatisme et de la sécession

L'enfermement résidentiel est un processus complexe, qui participe à la fois d'un double mécanisme de sécurisation, par rapport à "la peur" et à "la préoccupation", mais aussi de socialisation des individus. Dans ce domaine également, bien des questions peuvent être formulées :

- L'une des raisons à l'installation dans une communauté résidentielle fermée n'est-elle pas la possibilité de mieux contrôler le peuplement et l'attrait pour la convivialité supposée du "quartier-village", ce qui participe d'un

processus de réassurance sociale et de gestion du risque, en donnant à l'individu la sensation de maîtriser son environnement et en lui permettant de développer des relations primaires fondées sur des rapports d'interconnaissance ?

- Une attention particulière doit être accordée au rôle des associations de propriétaires. En dehors des cas où la fermeture est décidée par le promoteur, quelles sont les conditions réunies pour qu'une association décide de l'enfermement ?

- Enfin, si l'enfermement est souvent interprété comme une illustration de la fragmentation sociale et du désir séparatiste qui s'exprime dans différents registres et intensités, voire de la tentative de sécession sociale et civique, qu'en est-il dans la réalité ? La réponse à cette question, si tant est qu'il puisse y en avoir une, passe au préalable par une réflexion sur le sens que l'on peut donner au concept de sécession, car il semble bien que plusieurs acceptions du terme coexistent, preuve s'il en est que l'effort de conceptualisation est récent.

II- TRAVAUX EMPIRIQUES ENGAGÉS : TERRAINS D'ÉTUDE, MÉTHODES, SOURCES MOBILISÉES

À partir d'un questionnement scientifique commun, le travail a pris corps autour de la mobilisation d'un matériau empirique riche et varié, qui est encore largement en cours de constitution, ce qui permet juste d'esquisser quelques premiers résultats provisoires. Aussi, la diversité des contextes géographiques, mais aussi des sources et des méthodes mobilisées, nous amène à présenter séparément ces travaux empiriques, qui s'inscrivent néanmoins tous dans une démarche comparative dont il s'agira, par la suite, de montrer toute la richesse, par une réflexion synthétique.

1- France

En France, les recherches portant sur l'auto-enfermement résidentiel sont quasiment inexistantes. Ce sont des journalistes qui, les premiers, ont commencé à s'intéresser au phénomène, cherchant sans doute à vérifier l'existence d'un effet de diffusion des *gated communities* nord-américaines sur le sol français. Aussi, pour progresser dans la connaissance géographique et sociale de la fermeture des espaces résidentiels en France, deux voies sont explorées dans un premier temps :

La première rend compte de la diffusion des contrôles d'accès et de surveillance à l'entrée des immeubles d'habitat collectif, en postulant que la mise en place de ces contrôles traduit une forme d'auto-enfermement. Nous avons ainsi exploité la nouvelle question posée par l'INSEE lors du recensement de la population de 1999, celle relative au nombre d'immeubles équipés d'un gardien d'une part, d'un interphone ou d'un digicode d'autre part. Nous avons observé le plus finement possible, c'est-à-dire à l'échelle des départements et des unités urbaines de plus de 10 000 habitants, les variations géographiques de ce double indicateur, en lien avec les disparités spatiales des statistiques sur la criminalité enregistrées par les forces de police ou de gendarmerie.

La seconde orientation est de repérer, par un travail d'observation à grande échelle, les formes de fermeture d'espaces résidentiels avec enclosure dans les villes françaises. Pour observer ces formes d'enclosure, nous avons mobilisé un réseau d'observateurs, constitué des vingt et un responsables d'agences régionales Gaz de France que compte la France métropolitaine (l'accord de la direction nationale de GDF a bien évidemment été sollicité et obtenu). Cette sollicitation s'explique par le rapport privilégié noué par GDF avec les promoteurs. Ce travail nous a permis d'identifier des promoteurs nationaux ou locaux réalisant des programmes immobiliers clôturés. Ensuite, une recherche sur les sites internet de ces promoteurs, du moins pour ceux qui en possèdent, nous a permis de recenser l'ensemble des programmes où l'existence d'une enclosure (mur, grillage,...) est mentionnée. Une fois ce matériau statistique constitué, la seconde phase du travail, qui a débuté fin 2001, consiste en la réalisation d'entretiens auprès des promoteurs. Puis, ce questionnement s'adressera aussi aux habitants des ensembles immobiliers "protégés" et à d'autres acteurs de l'immobilier, en particulier des syndicats de copropriétés, des bailleurs sociaux et des élus locaux responsables des politiques de sécurisation. **(François Madoré, Louisa Plouchart)**

2- Prague

À Prague, si un processus de gentrification se met inexorablement en place dans les quartiers centraux, le sentiment d'insécurité s'accroît, alimenté par le délitement des solidarités héritées de la période antérieure, mais aussi par l'affaiblissement du contrôle policier et la visibilité accrue de la misère sociale. Le centre attire aussi bien les nouvelles classes moyennes ou supérieures émergentes

que les comportements déviants ou marginaux de la société. Quelles sont alors les stratégies mises en œuvre par les nouveaux résidents de ces quartiers, pour se protéger face à cette montée en puissance du sentiment d'insécurité ?

Pour répondre à ce questionnement, sept quartiers ont été retenus, dont cinq en situation centrale (Staré Mesto, Nové Mesto, Josefov, Mala Strana et Hradcany) et deux en position péricentrale (Smichov et Bubeneč). Parmi les cinq quartiers centraux, trois ont été pratiquement entièrement réhabilités à la fin des années quatre-vingt et au début de la décennie suivante, tandis que les deux autres sont en cours de réhabilitation. Quant aux deux quartiers péricentraux, si celui de Smichov est en plein chantier du fait de l'extension des fonctions centrales sur ce secteur, celui de Bubeneč reste invariablement un quartier privilégié, concentrant toujours la plus forte proportion d'habitations individuelles de luxe de l'agglomération.

Au cours d'une mission de deux semaines effectuée en février-mars 2001, deux directions de recherche ont été privilégiées : La première a reposé sur la réalisation d'entretiens auprès de policiers, afin d'avoir une idée plus précise du poids et de la géographie de l'insécurité dans la ville. Toutefois, cette prise de contact s'est avérée difficile, les refus de répondre l'emportant largement. La seconde a été de recenser les marqueurs de l'insécurité dans les sept quartiers étudiés, ce qui représente 859 immeubles et environ 9 000 logements. Pour cela, une grille de relevé a été construite, articulée autour de sept questions : la période de construction ; le nombre de logements ; le style architectural ; l'état de l'immeuble ; sa disposition (ouverture ou fermeture) ; des informations sur le statut social des résidents ; la présence d'indicateurs de l'insécurité (interphone, digicode, vidéophone). **(Karine Delaforge)**

3- Comté de Beaufort (Caroline du Sud) et agglomération d'Atlanta (Géorgie)

Deux terrains d'étude ont fait l'objet d'investigations en 2001. Le premier est constitué d'un espace non métropolitain, avec le comté de Beaufort en Caroline du Sud. Dans un contexte de forte croissance contemporaine du peuplement de ce comté, donnant lieu à un "processus d'urbanisation dispersée multipolarisée" sous l'effet d'une immigration (notamment de personnes âgées) et d'un développement touristique, les nouveaux espaces résidentiels apparaissent largement dominés par l'auto-enfermement. Le second espace investi est constitué, au

contraire, d'un espace métropolitain, avec les secteurs nord-est de l'agglomération d'Atlanta et les quartiers nord d'Atlanta, en Géorgie. Les secteurs nord-est de l'agglomération ont connu une croissance soutenue de leur population parallèlement à la création de nombreux nouveaux espaces résidentiels, dont une partie est fermée. Par ailleurs, la ville d'Atlanta a connu, notamment au nord, le développement de nombreuses copropriétés souvent fermées.

Lors d'une mission de deux semaines effectuée en avril 2001 sur ces deux terrains d'étude, la mobilisation des sources s'est faite principalement auprès des développeurs et promoteurs immobiliers. Outre cette collecte d'informations, la recherche a consisté à dresser un inventaire aussi exhaustif que possible des différents espaces résidentiels et de leurs modalités de fermeture. En outre, la location d'un appartement dans un ensemble fermé a permis de voir concrètement comment fonctionnaient les règles d'enfermement et de contrôle dans un vaste domaine de Hilton Head Island (comté de Beaufort).

Outre les sources immobilières et l'observation directe sur le terrain, la recherche a porté également sur le dépouillement de la presse locale, à partir principalement du mot-clé "*gated communities*". Cela nous a permis de trouver des informations souvent très intéressantes, comme l'expression de prises de position opposées à l'auto-enfermement dans le comté de Beaufort. Enfin, une autre catégorie de sources a été également mobilisée, concernant l'insécurité, en s'appuyant sur les services de police ou sur le dépouillement également de la presse locale, et en jouant sur les mots-clés suivants: "*crime*", "*security/insecurity*", "*community policing*"... Ces dépouillements ont souvent apporté des éclairages plus utiles que les seules informations policières. **(Jacques Chevalier)**

4- San Diego (Californie)

Le travail a porté prioritairement sur l'analyse du cas étasunien et, en particulier, sur l'articulation entre insécurité, habitat et sécession dans les espaces métropolitains du sud-ouest (San Diego, Phoenix...). À San Diego, l'une des préoccupations majeures reste actuellement la gestion de l'étalement urbain (*urban sprawl*), dont le développement résidentiel s'impose comme l'un des principaux moteurs. Cette urbanisation des franges urbaines repose sur une double logique complémentaire: une attente des habitants en terme de prix et d'offres de logements (maison individuelle, cadre naturel, espace sécurisé, ser-

vice communautaire) et une action relativement agressive des promoteurs et des agents immobiliers, qui s'appuient sur la fibre pseudo-communautaire (common-interest) et sécuritaire pour attirer de nouveaux clients.

Un premier relevé immobilier (annonces), prolongé par un traitement cartographique, permet de confirmer que l'offre résidentielle périphérique, en particulier au nord de San Diego (Rancho Santa Fe, Del Mar, Rancho Penasquitos), se présente sous la forme de communautés dont une grande partie est fermée. Cependant, ce type de développement est de plus en plus contesté par les autorités publiques (comme la municipalité de San Diego), qui défendent le principe d'un contrôle de la croissance métropolitaine, afin de freiner l'étalement du tissu urbain. La principale démarche de la ville de San Diego est de stimuler la reconquête résidentielle des quartiers centraux et péri-centraux.

En observant la structure des grands projets immobiliers périurbains et le discours entourant leur commercialisation, la sécurité apparaît comme l'une des variables a priori déterminantes dans le choix résidentiel des ménages. Dans un contexte encourageant la redynamisation et la densification du logement au sein de la ville-centre, mais avec une structure urbaine incapable de dégager les réserves foncières suffisantes au développement de communautés fermées sur le modèle périphérique, nous pouvons nous demander de quelle manière les promoteurs répondent à cette demande sécuritaire.

Une mission de recherche de trois semaines, effectuée en février 2001, a donc consisté dans un premier temps à parcourir certains sites résidentiels en périphérie, à rencontrer des responsables du SANDAG (Association of San Diego Governments) et de la municipalité de San Diego (Department of Planning), à collecter des données sur la population et les logements afin d'évaluer la diffusion des communautés fermées à l'échelle de l'agglomération.

Face à ce constat montrant l'adhésion d'une partie des ménages à l'offre résidentielle sécurisée, la deuxième partie de la mission a été consacrée à l'évaluation de l'intégration de la variable sécuritaire dans l'offre de logement en centre-ville. Pour cela, les 48 projets résidentiels développés depuis 25 ans dans le centre-ville (six quartiers) de San Diego ont été localisés, soit 3500 maisons ou appartements au total. Puis, après avoir élaboré une grille d'inventaire, un relevé systématique de l'arsenal sécuritaire déployé (digicode, grille, caméras, gardiens, alarmes...) a été effectué. Ce travail permet de vérifier si la sécurisation

est bien un élément essentiel de l'offre résidentielle et de construire une première typologie des moyens de sécurisation. Par ailleurs, la collecte d'informations sur la diffusion de programmes de *community-based policing* à San Diego a enrichi cette typologie. Enfin, la presse spécialisée et le journal local ont également fait l'objet d'une attention particulière: plus de 1000 annonces immobilières ont été recensées, afin d'alimenter la réflexion sur l'articulation entre sécurisation et habitat. **(Gérald Billard)**

5- Vancouver (Canada)

À Vancouver, si on peut trouver des formes résidentielles semi-fermées ou fermées, ce phénomène n'a pas la même ampleur que dans certaines villes états-uniennes. Par ailleurs, ces formes ne s'accompagnent pas de gouvernement privé, du type *private communities*. En ce sens, il est difficile, pour l'instant du moins, de parler de sécession urbaine.

Notre recherche est focalisée sur l'articulation entre sécurisation de l'espace public ou résidentiel et valorisation d'une image de ville "propre". C'est dans le centre-ville que cette question se pose avec acuité, dans un contexte de gentrification et de densification du centre-ville qui passe par la réalisation d'un habitat collectif de standing en co-propriété (condominium). Il s'agit de tours résidentielles parfois insérées à un complexe commercial et qui proposent un ensemble de services (salles de sport, de loisirs,...). La question recoupe alors assez largement celle de la marginalité sociale et de la toxicomanie de rue, en raison de l'importance et de la concentration de ces pratiques dans quelques blocs, autour de Hastings Street (1000 à 4000 poly-toxicomanes réguliers, qui résident souvent dans les meublés du quartier ou qui sont sans-domicile). Cette recherche passe donc en particulier par une analyse du *community policing* et des différents modes de sécurisation de l'espace public et résidentiel.

Ainsi, nous avons conduit dans un premier temps une recherche bibliographique mobilisant des sources sur les fondements du *community policing* aux États-Unis, en Grande Bretagne et au Canada. Puis, dans la continuité d'un travail mené depuis plusieurs années, nous avons privilégié une approche de type ethnographique, grâce à la réalisation de deux missions. Nous avons travaillé, pendant plusieurs mois au cours de l'année 2001, auprès d'associations communautaires de la ville, en particulier United We Can, organisation qui gère des projets axés à la fois

sur le recyclage des bouteilles amenées par une population marginalisée, le nettoyage des rues ou l'effacement des graffitis. Dans ce cadre, nous avons utilisé à plusieurs reprises la technique d'entretiens vidéo apprise au cours d'une formation au cinéma documentaire aux ateliers Varan, durant le dernier semestre 2000 à Paris. Ce travail de terrain nous a permis d'assister à des réunions avec la Ville de Vancouver et la police, en particulier le "comité de liaison" avec la police. D'autres sources (procès-verbaux de réunions, rapports de la Ville) complètent ce travail. **(Benoît Raoulx)**

CONCLUSION ET PERSPECTIVES

Les perspectives de travail pour l'année 2002 s'inscrivent dans la continuité du travail amorcé en 2001, puisqu'il s'agit, dans chaque contexte géographique, à la fois d'enrichir le matériau empirique et de l'exploiter. C'est lorsque cette phase sera achevée que nous pourrions commencer à esquisser une réflexion synthétique. Par ailleurs, l'approfondissement et l'exploitation du matériau empirique accumulé, ainsi que la poursuite en parallèle d'un travail bibliographique, doit nous permettre de structurer notre réflexion autour de trois points:

1- Les logiques géographiques de l'auto-enfermement

L'auto-enfermement se décline entre milieu urbain continu, suburbain discontinu et territoires non métropolitains: en quelque sorte, l'excès d'isolement (non métropolitain) peut avoir les mêmes effets que la proximité de menaces potentielles (urbain continu ou suburbain discontinu), ce qui signifie que le sentiment d'insécurité peut se nourrir de différentes manières, selon des registres qui restent à expliciter. Par ailleurs, les pratiques d'auto-enfermement savent utiliser des avantages géographiques permettant de mieux s'isoler tout en s'isolant plus "naturellement" (utilisation de promontoires, de marais, de paravents végétaux...). L'analyse de cas concrets devrait permettre d'éclaircir ce type de logique géographique.

2- Les modalités de l'offre sécuritaire

L'offre sécuritaire se décline entre ostentation dissuasive et "bunkerisation", entre dispositifs exclusivement matériels et présence humaine, entre fermeture "ouverte"

et fermeture "fermée". Compte tenu de la variété des registres de cette offre, est-il possible de construire une typologie opératoire permettant de répertorier les moyens de sécurisation mis en œuvre ? Cette approche ne doit pas occulter également l'importance jouée par les programmes de sécurisation associant habitants et police municipale ou encore les programmes de sécurisation des espaces publics, car l'offre sécuritaire dans le domaine résidentiel se décline également sur ce registre.

3- Les logiques économiques et sociales de l'auto-enfermement

Les logiques économiques de l'auto-enfermement résidentiel renvoient à celles développées et mises en œuvre par la promotion immobilière. Ainsi, l'exploitation préliminaire des sources promotionnelles des opérateurs immobiliers (développeurs et agents) laisse penser que l'auto-enfermement est principalement décliné entre sécurité, non dérangement et exclusivité. À partir de ce constat, est-il possible de trouver les bases de la construction d'une typologie des processus d'auto-enfermement ?

Quant aux logiques sociales de l'auto-enfermement résidentiel, elle renvoie à l'invocation de la "communauté", qui plaiderait a priori pour des logiques sociales d'intégration, alors que la communauté est aussi invoquée pour désigner des espaces résidentiels non fermés. Une question mérite d'être posée : les associations de propriétaires seraient-elles plus enclines à la fermeture lorsqu'elles ont de nombreux biens communs à proposer ?

Bibliographie

- BLAKELY E.J. et SNYDER M.G., 1997, *Fortress America: Gated Communities in the United States*, Brooking Institution Press, Lincoln Institute of Land Policy, 208 pages.
- FRANTZ K., 2000, "Gated Communities in the USA – A New Trend in Urban Development", *Espace, populations, sociétés*, n° 1, pp 101-113.
- FURSTENBERG F., 1971, "Public reaction to crime in the streets", *American Scholar*, n° 40, pp. 601-610.
- LE GOIX R., 2001, "Les "communautés fermées" dans les villes des États-Unis. Aspects géographiques d'une sécession urbaine", *L'Espace géographique*, n° 1, pp. 81-93.